

LE RETOUR DE LA PENSÉE COLONIALISTE

ENTRETIEN AVEC ALAIN RUSCIO *

Dans Histoire de la colonisation. Réhabilitations, falsifications et instrumentalisations, ouvrage collectif paru aux Indes savantes, en 2007, vous aviez pour ambition de répondre à tous ceux qui, nostalgiques des temps coloniaux, tentent de réhabiliter le passé colonial de la France. Avec Y'a bon les colonies?: La France sarkozyste face à l'histoire coloniale, à l'identité nationale et à l'immigration, Le Temps des Cerises, 2011, vous poursuivez le même objectif à travers une série de portraits d'acteurs politiques et d'intellectuels qui portent les mêmes idées. Quelle est précisément la genèse de ce discours? Comment s'organise-t-il?

Lorsque la décolonisation s'est effectuée sur le terrain et que les peuples ont accédé à l'indépendance, on a pu penser un moment que l'idéologie coloniale, très charpentée autour d'idées simples (hiérarchie des races, des cultures...), vantant la mission civilisatrice de la France, qu'elle soit laïque ou religieuse, s'essoufflerait avec le temps et disparaîtrait devant la force des événements et l'explosion des indépendances. Dans les années 1970 et 1980, ceux qui se raccrochaient à ce « bon vieux temps des colonies » étaient presque exclusivement des nostalgiques, plutôt âgés, que la démographie au fil des générations devait « naturellement » faire disparaître.

Mais cet esprit n'était que masqué. En fait, il n'est jamais mort. On peut parler d'une résurgence, plutôt que d'une résurrection. Progressivement, une partie de la droite classique a commencé à reprendre ce discours. Pour plusieurs raisons. La première tient à la réalité des difficultés des sociétés nouvellement indépendantes. Les militants de la mouvance anticolonialiste, les démocrates, en France, avaient peut-être nourri des illusions, ou en tout cas de grands espoirs, dans les années 1950 et 1960. En fait, les indépendances ont donné naissance à des régimes parfois totalitaires, dans d'autres cas même sanguinaires, et de-ci de-là à des échecs économiques.

* HISTORIEN, SPÉCIALISTE DE L'HISTOIRE COLONIALE ET DE LA DÉCOLONISATION

L'idéologie coloniale s'y est engouffrée pour réhabiliter un passé évidemment magnifié: «après tout, le temps des colonies n'était pas si mauvais...».

La gauche française, en particulier celle qui se réclame du marxisme, n'a peut-être pas analysé avec assez de profondeur la signification de la décolonisation: sortir du colonialisme ne signifie pas forcément échapper à la sphère de l'impérialisme, défini comme la forme globale de domination de l'Occident. D'autres formes de domination que le colonialisme sont possibles! Ce qu'on a appelé par la suite le néocolonialisme ou, pour le cas de l'Afrique noire, la Françafrique, et tous les phénomènes apparentés, ont peut-être été sous-estimés. Ce qui amène même d'anciens colonisés à ressentir un certain désenchantement, à utiliser des formules très dures, à affirmer que la situation était parfois pire aujourd'hui que du temps du colonialisme. Ce contre quoi je m'inscris en faux. N'oubliez jamais, messieurs, les coups de pied aux fesses, les humiliations, les injustices dont vos aïeux ont été les victimes... N'oubliez jamais l'analphabétisme de masse, les bidonvilles... Et, surtout, n'oubliez jamais que *toutes* les colonisations ont connu la violence des plus forts, les maîtres, contre les *indigènes*...

54

Andrée Violis, femme écrivain progressiste, écrivit en 1939 un livre intitulé *Notre Tunisie*, dans lequel elle interrogeait un militant du Néo-Destour, parti nationaliste tunisien, sur ce qu'il pensait d'un avenir qu'il semble idéaliser. Elle lui demanda s'il pensait vraiment qu'après le départ des colonialistes, sa vie pourrait être meilleure. Il lui confia, avec beaucoup de nuances, qu'il y a une grande différence entre un pied tunisien qui botte des fesses tunisiennes, et un pied français qui botte ces mêmes fesses... Cette image, bien qu'anecdotique, est très significative.

L'esprit revancharde d'une partie de la droite française, s'est engouffré dans ce sentiment d'échec d'un certain nombre de décolonisations. Je pense, par exemple, au véritable scandale idéologique que fut la campagne sur les «*boat-people*». J'en parle en connaissance de cause, parce que je vivais au Viêt Nam à l'époque. Étant de l'autre côté de la barrière, je voyais la réalité de ce pays. La droite impérialiste a mené contre ce peuple une guerre idéologique indécente. L'histoire des «*boat-people*», qui s'appuyait sur une réalité tragique, fut instrumentalisée pour tenter de faire la démonstration auprès des populations d'Occident que celui-ci étant parti, plus rien ne pouvait freiner le chaos et la fuite généralisée. Évidemment, tout cela s'est articulé avec une grande entreprise de *mea culpa* de la gauche naguère tiers-mondiste, tout effrayée encore de son affrontement passé avec Washington.

Il y a eu de ce fait une véritable porosité entre les cercles d'extrême droite, certains milieux militaires revancharde et une partie de la droite classique et enfin, hélas, une certaine intelligentsia de gauche.

Ajoutez à cela la transformation du paysage humain de la France depuis quelques décennies. L'arrivée dans la société française – que ce soit par la migration ou par la naissance – de centaines de milliers de femmes et d'hommes qui ne correspondent pas aux critères du « Français de souche », en a traumatisé certains. Remarquez qu'on a bien du mal à définir ce qu'est un « Français de souche », pourtant catégorie chère à cette droite. Jusqu'aux années 1960 et 1970, l'immigration concernait des hommes, souvent seuls, qui avaient comme ambition et souvent comme réalité, le retour au pays. Ils restaient 10, 20 ou 30 ans, de leur vie active, puis retournaient, le plus souvent au Maghreb, finir leurs jours près des leurs.

Mais depuis 30 ou 40 ans, bien des immigrés ont, au contraire, fait venir leur famille, ont eu des enfants. Une génération nouvelle a émergé. Les enfants qui sont nés de cette histoire sont absolument et définitivement français. Une partie de la population et notamment parmi la droite n'est pas prête à regarder la société telle qu'elle est devenue, avec des milliers de Mohamed, de Diallo, de Nguyen...

En quoi cette génération visible donne-t-elle du grain à moudre aux « réhabilitateurs » de la colonisation ?

55

D'abord, parce que des phénomènes que la colonisation avait toujours combattus ou pour le moins essayé d'endiguer- je pense par exemple à l'Islam - s'expriment en grand dans la société française. L'esprit de croisade qui anime et fait partie constitutive de cette idéologie d'extrême droite et, aujourd'hui, d'une partie de la droite, s'est ravivée face à ce fait, devenu incontournable.

Aujourd'hui, des études montrent que Mohamed est le premier prénom donné dans le département de la Seine-Saint-Denis, dans la ville de Marseille. Pour les partisans de l'extrême droite et de droite, l'apparition massive de cette jeunesse issue de l'immigration reste en travers de la gorge. De ce point de vue, il n'est pas étonnant que le mot d'ordre du Front national, établi pour la première fois par François Duprat, en 1972, « un million d'immigrés égale un million de chômeurs », et donc un million d'immigrés de trop, soit puissamment repris aujourd'hui par la droite traditionnelle.

N'observe-t-on pas aujourd'hui un renversement des rapports de force dans la droite: la droite plus liée au colonialisme n'a-t-elle pas pris le dessus sur la droite gaulliste plus favorable à la décolonisation, avec qui elle veut en découdre ?

Oui et non. Non, car me semble-t-il, l'attitude du gaullisme historique face à la colonisation a été beaucoup plus ambivalente que ce que veut nous faire croire une légende dorée, façonnée naguère par de Gaulle lui-même. Au moment de la traversée du désert, sous

la IV^e République, le RPF s'est structuré en grande partie sur les thèmes de la fidélité à l'empire, de l'association d'idées entre empire et grandeur française, et sur les réseaux activistes, avec des gens comme Foccart ou Sanguinetti, par exemple.

Ce que certains ont appelé le « coup d'État démocratique » de mai 1958 s'est en grande partie appuyé sur ces réseaux de l'Algérie française. Le général de Gaulle n'était pas anticolonialiste ; en tout cas, il ne fut pas décolonisateur dès mai 1958. Par contre, sa pensée mûrit assez rapidement face aux réalités. Un grand tournant se produisit lorsqu'il comprit que la grandeur de la France n'était plus associée à l'empire, mais associée à l'Europe et à son rayonnement, puis à sa volonté, fondée ou non, d'y exercer le leadership face au bloc américain.

Le transfert s'est opéré très vite dans la pensée de De Gaulle. C'est, en gros, courant 1959, qu'il comprend que « l'Algérie de papa », comme il disait, est perdue, et qu'il va tenter de mettre en place une solution néocoloniale, avant de renoncer totalement, devant la force de l'adhésion populaire algérienne à la cause indépendantiste.

56 Mais, malgré son prestige, il était tellement peu sûr de pouvoir imposer cela à sa propre famille politique qu'il a tout de même mis trois ans avant d'accepter l'indépendance. Léon Delbecq, Jacques Soustelle ont été parmi les premiers à le quitter. Il y a ceux qui l'ont suivi en traînant les pieds, comme Michel Debré. Jusqu'à quasiment la veille de la décolonisation, une grande partie de cette droite française était restée solidement attachée aux valeurs coloniales.

Au sein même du gouvernement de De Gaulle, il existait des complicités avec l'OAS. Michel Poniatowski, bras droit de Valéry Giscard d'Estaing, et Giscard lui-même, sont des noms qui ont souvent été avancés. Jusqu'en 1962, l'OAS était renseignée sur ce qui se passait à l'intérieur du Conseil des ministres. Comment ? Par ailleurs, on sait qu'il existe de forts soupçons sur l'implication de Michel Debré dans l'attentat au bazooka commis en 1957 qui avait failli coûter la vie au général Salan, considéré alors, ô paradoxe, comme un « capitulard ».

D'un autre côté, la réponse est oui car effectivement le prestige de De Gaulle lui a permis d'imposer une telle décision à sa propre famille politique, ce dont tout autre personne aurait été très certainement incapable.

Puis, les années ont passé jusqu'à ce que l'immigration soit même identifiée à une colonisation « à l'envers », à une invasion, par Jean-Marie Le Pen. Certains ont ajouté dans les termes, « l'invasion de la société française de souche blanche et catholique », la « France traditionnelle », une notion qui apparaît très tôt dans le discours de la droite classique. J'en veux pour preuve la fameuse une du

Figaro Magazine de 1982, montrant un buste de Marianne avec un voile islamique.

Outre les permanences, il y a eu basculement progressif, qui n'est pas achevé d'ailleurs, puisqu'au sein de la droite française, des gens ne versent pas, soit au nom du gaullisme, soit au nom du réalisme, dans cette nostalgie. Mais incontestablement une espèce de cancer révisionniste a atteint la droite, se nourrissant d'une volonté de revanche sur le gaullisme.

Quels sont les impacts du discours des «réhabilitateurs» dans l'opinion publique? Comment sont-ils organisés et quelles actions mènent-ils?

Ce qui est certain, c'est qu'ils sont très actifs. Parmi les causes de ce phénomène, on peut citer l'existence de la communauté pied-noire, qui est en permanence travaillée par la mouvance OAS. Tous les 26 mars est commémoré la manifestation du 26 mars 1962, véritable drame qui a eu lieu une semaine après les Accords d'Évian. Cette communauté a le droit d'aller raviver la flamme à l'Arc de Triomphe. Plusieurs générations y prennent part, parmi lesquelles des jeunes. La transmission de la flamme se fait en famille de génération en génération.

57

Dans mon ouvrage, j'évoque dans la galerie de portrait ces élus nés en Algérie française, ou dans la diaspora pied-noire après 1962, qui sont devenus des porte-parole de ce lobby. Je cite la députée-maire UMP d'Aix-en-Provence, Maryse Joissans-Masini, qui appartient à une grande famille de militants OAS, et Michèle Tabarot, fille d'un des membres du noyau fondateur de l'OAS, députée-maire UMP du Cannet, dans les Alpes-Maritimes.

Un travail mémoriel, d'ailleurs efficace du point de vue technique, est entrepris à travers également ce que l'on appelle les cercles algérienistes. «Algérieniste» est un très vieux mot utilisé à l'époque de l'Algérie française. Le premier cercle fut créé environ dix ans après l'indépendance. Aujourd'hui, on en compte une petite centaine qui se réunit en banquets et mène une activité de groupe de pression auprès de leurs élus. Ils ont des exigences et veillent à l'orthodoxie colonialiste. Ce travail de pression rencontre souvent l'oreille complaisante d'élus de l'UMP. Cela peut aller jusqu'à ériger des monuments à la gloire de l'Algérie française. On trouve par exemple, sur la place centrale de Toulon, un monument à la gloire de l'Algérie française fleuri chaque année, érigé alors que Maurice Arreckx était maire.

Les cercles d'extrême droite, en particulier certains intellectuels, sous l'influence des grandes théories du *Club de l'Horloge*, ont élaboré une stratégie partant du principe qu'il faut conquérir l'hégémonie

idéologique et culturelle afin de faire avancer leurs pions politiques, certains disant d'ailleurs qu'ils font du « gramscisme de droite ».

Ils ont été plusieurs à s'apercevoir que « cuire dans leur jus » ne pouvait pas faire avancer fondamentalement leurs idées. Ils ont pris le parti de faire une sorte d'entrisme, surtout idéologique, au sein de la droite et y ont acquis un poids de plus en plus important. Patrick Buisson est l'exemple même d'un homme d'extrême droite qui n'a jamais renié ses convictions d'antan, mais a considéré que pour faire avancer ses idées, il valait mieux être dans l'entourage du roi que d'être un trublion qui s'agite.

Mais attention aux idées reçues : tous les Pieds-Noirs ne sont pas des revanchards, loin de là. Il y a là, beaucoup plus qu'ailleurs, une sorte de « minorité silencieuse » qui, elle, a digéré la décolonisation, qui a compris la cause du drame qu'ils ont vécu, bref qui ont fait un vrai travail de mémoire. Le seul reproche que l'on peut leur faire est d'observer trop souvent le silence et de laisser le champ libre aux provocateurs de l'ex-OAS.

L'autre aspect me semble-t-il qui peut expliquer cette parenté et cette réceptivité de la droite aux théories de l'extrême droite, c'est la sensation de la perte de la grandeur de la France. Il me semble que le simple fait de constater que la France était une grande nation capable d'influer sur les destinées du monde ou en tout cas sur les destinées de l'Europe, et que ce n'est plus le cas aujourd'hui, amène dans cette frange de l'opinion une sorte d'amertume.

La volonté d'exalter ce patriotisme qui était traditionnellement l'apanage de l'extrême droite peut expliquer la perméabilité de la droite classique à ces thèses de l'extrême droite.

Dans mon précédent livre, je cite aussi l'existence de revues d'histoire extrêmement actives et pernicieuses, comme la *Nouvelle revue d'histoire* qui est distribuée dans tous les kiosques, les aéroports, etc., alors que c'est une revue proprement révisionniste, mettant souvent en *Une* des portraits de Pétain, de « héros » militaires, de colonialistes patentés. Le rédacteur en chef en est Dominique Venner, ancien activiste OAS durant la guerre d'Algérie, fondateur de divers mouvements fascistes, ancien rival de Le Pen lorsque les milieux d'extrême droite se sont interrogés pour savoir quel était le meilleur porte-drapeau au moment du regroupement de l'extrême droite au sein du Front national et de sa création en 1972. Finalement, Le Pen a été choisi car il était moins cultivé mais meilleur tribun.

Dominique Venner, lui, est un intellectuel authentique, très cultivé, auteur de livres sur des sujets divers. Il a des convictions : c'est lui qui popularisa et fit triompher au sein de l'extrême droite la notion d'« Europe chrétienne », au service d'un nationalisme européen qui prenait le dessus sur le nationalisme purement français.

Dans les années 1970 et 1980, il y avait très peu d'ouvrages consacrés à l'Algérie française malgré les spécialistes, les réseaux et la maison d'édition fondée par Dominique Venner, spécialisée sur ce sujet. La génération qui avait 25 ou 30 ans au moment de la décolonisation vieillit et, en réaction, on observe une volonté de marquer que finalement ceux-là avaient raison de s'opposer à l'indépendance.

Quel rôle jouent les militaires dans cette mouvance «réhabilitatrice» du passé colonial ?

Dans cette affaire, les militaires se serrent les coudes et jouent un rôle singulier. Mettons-nous à la place d'un militaire traditionnel français comme feu Marcel Bigeard, mobilisé il est vrai en 1940 dans la Résistance (ce fut le seul bon combat de sa vie). Mais il a ensuite combattu en Indochine et en Algérie et y a subi deux défaites. Le sentiment de revanche – même par le livre, l'article de journal ou le discours de tribune – est légitime : ces gens-là ont passé leur vieillesse à refaire indéfiniment leurs batailles... de façon fantasmée.

Après la guerre d'Indochine, l'Algérie. Beaucoup d'observateurs constatent d'ailleurs que jusqu'en 1957 au moins, les militaires français appelaient les patriotes algériens «les Viets». Une note d'état-major ordonnait même aux soldats de cesser cette pratique. Ceci peut expliquer en partie pourquoi leur racisme envers les Maghrébins est plus fort qu'envers les Vietnamiens, et la férocité encore plus grande de la guerre d'Algérie.

Si de surcroît, on leur impose de perdre la bataille mémorielle, c'est un drame supplémentaire pour cette génération.

En 2004, s'est tenu un colloque sur le cinquantième anniversaire des Accords de Genève, une très bonne initiative franco-vietnamienne. La première partie avait lieu à l'École militaire, à Paris, et la deuxième partie à Hanoï. J'ai eu la chance de participer aux deux. 2004, c'était le cinquantième anniversaire de Genève, mais aussi de Dien Bien Phu. Ce fut, d'après bien des participants à Paris, un monde «surréaliste», parce qu'on a vu là dans la salle, devant des historiens, des jeunes militaires, des témoins et des acteurs français, des personnes âgées qui refaisaient la bataille de Dien Bien Phu, pour la gagner cette fois-ci. Ils exprimaient toute leur rancœur, attribuant leurs revers passés à la «trahison de l'arrière», le surnombre des Vietnamiens face à l'armée française, l'intervention de la Chine... tout, sauf l'essentiel ; l'aspiration du peuple vietnamien à vivre libre et indépendant. Il y a là, je crois, la «blessure de l'homme blanc», naguère maître du monde, aujourd'hui ramené à son rang. Toute la société française avait été éduquée dans le mépris et la sous-humanité des colonisés. Et ces petits êtres-là étaient capables de vaincre la France.

Marcel Bigeard employa, dans un article qu'il rédigea dans *Libération*, en 1984, pour le trentième anniversaire de Dien Bien Phu, une formule très forte: «c'est la race blanche qui a perdu».

Les militaires ont fait un travail de pression mémorielle très important, à travers des bulletins, des revues, des associations qu'ils ont investies. La plupart de celles qui comptent et qui s'expriment sont aux mains de gens qui n'ont aucun regard critique sur leur histoire. Dans les comptes rendus de voyages organisés des bulletins de l'Association nationale des anciens d'Indochine (ANAI), ils évoquent par exemple les petits Vietnamiens qui viennent vers eux, et leur disent dans un mauvais français ou parfois un mauvais anglais, que «c'était bien du temps des Français». C'est moins vrai aujourd'hui, mais il y a encore une quinzaine d'années, quand les voyages ont commencé, le niveau de vie au Vietnam était encore très bas. Avant le grand décollage du pays, la misère était généralisée.

Autre exemple, le général Schmitt, ancien chef d'état-major de l'armée française, du temps de Mitterrand, était lieutenant à Dien Bien Phu, et présent au fameux colloque de l'École militaire. Il a affirmé publiquement que «s'il y avait eu un gouvernement qui avait eu des tripes» – il a employé des mots un peu plus triviaux – «il aurait fusillé Jacques Duclos et ça aurait changé le cours des choses... 12 balles c'étaient trop, 6 balles c'était suffisant». Toujours ce vieux fantôme des vaincus: la «trahison de l'arrière»... «s'il n'y avait eu que nous»...

60

Les gens qui sont dans ces cercles se fréquentent, vivent dans leur monde, se répètent indéfiniment les mêmes rengaines. Ils s'invitent les uns les autres. Les cercles algérienistes exaltent les «soldats perdus» de l'Algérie française (comprendre: les activistes de l'OAS). Ils ne manquent aucune occasion de croiser le fer avec le reste de la société française qui s'interroge sur ces sujets, les historiens, les intellectuels, les cinéastes. Je pense par exemple à René Vautier plusieurs fois menacé, en dehors des interdictions dont il était victime à l'époque coloniale. Dans ses déplacements, il y a toujours de gens qui viennent pour l'insulter, le traiter de «traître à la patrie». Il s'agit de phénomènes très fréquents.

Les idées de la réhabilitation du colonialisme influencent-elles certains intellectuels, notamment parmi les plus médiatiques?

Il faut éviter de caricaturer, mais ce qui est commun à ces intellectuels médiatiques est au cœur de l'idéologie coloniale, il s'agit de la notion de «valeurs universelles» et de «mission de la France». Les dernières frasques libyennes de Bernard-Henri Lévy par exemple, sont typiques des discours postcoloniaux. Une grande partie des médias lui ont emboîté le pas, comme par hasard. Ils prétendent que les troupes de l'OTAN ont été accueillies en libératrices, comme

naguère l'armée française l'avait été par les Vietnamiens et les Algériens.

Ces intellectuels, je pense par exemple à Pascal Bruckner qui publie, en 1983, *Le sanglot de l'homme blanc*, Alain Finkielkraut, Hélène Carrère d'Encausse, qui n'iraient pas s'acoquiner avec des cercles d'extrême droite ou avec la droite de la droite, se retrouvent néanmoins sur un terrain commun, celui du combat frontal contre les ténèbres venues d'ailleurs. D'où ? Suivez mon regard. Ils disent « islamisme », et sur ce terrain, nous serions prêts à entamer le dialogue, mais le drame est qu'ils pensent en réalité « islam ». Ce n'est pas clair. Toutefois, le premier Salon du livre antifasciste de Gardanne (1996) avait déjà consacré un atelier à l'islamo-fascisme, en liaison avec les progressistes algériens, notamment Zazi Sadou.

Ils fournissent le terreau à des attitudes et des rapprochements étonnants, et même assez inquiétants, qui sont la manifestation d'une frayeur face à des phénomènes qu'ils ne maîtrisent pas.

Les lois mémorielles ont été un outil mobilisé par les «réhabilitateurs» pour valoriser la France coloniale. Que pensez-vous de ces lois ?

61

La communauté des historiens est très divisée sur la question des lois mémorielles et leur existence même. Madeleine Rebérioux était très opposée à toutes les lois mémorielles, y compris à la loi antinégationniste, la loi Gaysot. Et pourtant, sa mémoire et ses combats d'antan sont plus que respectables et respectés.

Pour ma part, je suis plutôt partisan de certaines lois mémorielles, à condition qu'elles ne soient pas des injonctions, des obligations de penser. Je pense par exemple au parallèle qui a souvent été fait entre la loi Taubira et la loi de février 2005. La loi Taubira demande à la société française de constater que l'esclavage est un crime contre l'humanité. Ce qui, me semble-t-il, est la moindre des choses, mais n'implique pas d'obligation d'écrire telle ou telle chose pour les historiens, les intellectuels et les politiques. Le débat est possible.

Par exemple, lorsque cette loi Taubira, a été adoptée et qu'Olivier Pétré-Grenouilleau, historien, avait publié en septembre 2004, *Les Traités négrières. Essai d'histoire globale*, livre pour lequel le CRAN voulait lui faire un procès, la quasi-totalité des historiens avaient été solidaires parce qu'il s'agissait là d'un procès d'intention, voire même d'un procès en sorcellerie. On n'est pas obligé de suivre toutes les conclusions de cet auteur, et d'ailleurs il est contesté souvent par d'autres spécialistes, mais sur le terrain historique, pas devant les tribunaux ! Les excès de certains, qui confondent engagement et recherche, portent tort à la vraie histoire critique. Par exemple,

je ne vois pas pourquoi on ne dirait pas que des musulmans ont également pratiqué l'esclavage d'Africains noirs, sous prétexte que des millions de musulmans ont ensuite subi le colonialisme.

La nature de la loi originelle du 23 février 2005, qui fut ensuite cassée par une manipulation de Jacques Chirac, était différente et son destin aurait pu être tout autre avec un autre locataire à l'Élysée.

Cette loi est partie d'une affirmation, que je conteste formellement, selon laquelle la France est en perpétuelle repentance. Les lobbies ont joué. Le point de départ qui a donné naissance à cette manipulation mémorielle est l'idée que des politiciens, des intellectuels de gauche, certains historiens imposaient à la société française de battre en permanence sa coulpe et exigeaient des Français de demander pardon aux anciens colonisés, ce qui n'a jamais été le discours, en tout cas majoritaire, au sein du monde que je viens de décrire.

C'était en quelque sorte se créer un ennemi hypothétique pour mieux le mettre à terre. C'est un peu facile.

62

Cette loi portait également d'une réhabilitation de la communauté pied-noire et de l'œuvre des Français en Algérie. Le texte initial de l'article 4 était ainsi formulé : « Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, et accordent à l'histoire et aux sacrifices des combattants de l'armée française issus de ces territoires la place éminente à laquelle ils ont droit ». Elle visait également à « défendre les harkis ».

Il est vrai que la mémoire française de la guerre d'Algérie a souvent été injuste envers ces harkis, et que les intellectuels de gauche y ont pris leur part. Mais lorsque la loi de 2005 fut proposée, il y avait belle lurette que la plupart des historiens et des gens qui observaient la guerre d'Algérie et ses séquelles avaient abandonné ces clichés. Le premier, le plus prestigieux, Pierre Vidal-Naquet, dès fin 1962, avait écrit dans *Le Monde*, une tribune attirant l'attention sur ce drame. Par la suite, des articles de Jean Lacouture et d'autres parlant des harkis comme des victimes se succédèrent. Il y a aujourd'hui une association, « Harkis Droits de l'Homme », qui mène bien des combats avec d'autres associations et mouvements progressistes. Donc, les initiateurs de la loi de 2005 ont dénoncé des procès qui ont bien eu lieu, mais qui n'avaient plus cours depuis longtemps.

La genèse de cette loi est la manifestation la plus éclatante de cette convergence du lobby de l'Algérie française, du lobby militaire et de la porosité d'une partie de la droite française à ces thèses, probablement soutenue bien au-delà. En 2005, la droite populaire n'existait pas

formellement, mais c'est elle qui transparaît. Christian Vanneste et les députés du Midi dont j'ai parlé, l'incarnent. Cette conjonction des forces a permis à une telle loi d'être votée, en catimini.

Il n'y a pas eu beaucoup de débats. Mais elle fut particulièrement mal vécue dans la communauté des historiens qui fut quasi unanime. La protestation a commencé avec un certain retard. Claude Liauzu, historien, décédé aujourd'hui, fut un des premiers à réagir pour dénoncer le contenu, la réhabilitation de l'œuvre coloniale de la France et surtout, l'injonction que le politique donnait, en particulier aux enseignants, de la louer.

La loi a déclenché une levée de boucliers, à la fois professionnelle et citoyenne. Elle a accentué la fracture entre des politiques qui pensaient faire passer cette loi de façon inaperçue et la société. Mais bien évidemment, le mouvement associatif, en particulier celui qui a une certaine influence chez ceux qu'on appelle les « jeunes de banlieue » s'est mobilisé avec des formes parfois discutables, en voulant embarquer des historiens sur des thématiques qu'ils n'acceptaient pas. Je pense par exemple aux *Indigènes de la République* dont les thèses n'ont convaincu aucun historien de renom. Il suffit de savoir ce qu'était la situation coloniale pour comprendre qu'elle n'est pas reproduite intégralement aujourd'hui. Il y a des aspects postcoloniaux dans la ghettoïsation de la jeunesse de banlieue, dans les problèmes sociaux et le racisme persistant, c'est évident. Mais ce n'est pas une « situation coloniale ».

63

Repentance ? Cela consisterait pour les Français du début du ^{xxi} siècle à demander pardon pour des crimes ou des actes détestables qu'auraient commis leurs grands-parents, voire leurs parents. Or, nous n'avons pas à condamner moralement le comportement de nos aïeux. D'abord, parce que tout le monde n'était pas raciste. Et ceux qui voulaient savoir ce qu'était la réalité coloniale pouvaient le savoir. Il y a eu suffisamment de témoignages. Dans l'entre-deux-guerres, le combat politique était le plus souvent, mais pas seulement, porté par le PCF, la protestation intellectuelle par les surréalistes. Les ouvrages d'André Gide pour le Congo, une partie de la production d'André Malraux, les ouvrages d'Andrée Violis pour l'Indochine ou la Tunisie, les ouvrages d'Albert Londres, les thèses peu connues de Georges Simenon illustrent ce combat.

Par contre, le parti et le lobby colonial ont gagné la bataille des idées avec tout l'appareil d'État qui était à son service et l'immense majorité des intellectuels – en face des quelques noms que je viens de citer –, qui, par centaines, ont porté l'idéologie coloniale.

On est aujourd'hui dans la situation où une partie de la société est influencée par un discours repris au plus haut niveau de l'État. En effet, tous les discours du candidat Sarkozy en 2007 ont abordé

la question coloniale, le bilan colonial de la France et son exaltation. Le point d'orgue en a été le discours de juillet 2007 à Dakar, qui affirmait la supériorité des valeurs de l'Occident, devant un parterre d'universitaires africains, comble de la provocation.

À partir du moment où ce discours s'amplifie et atteint les hauts niveaux de l'État, il devient quasiment la voix officielle de la France. Il est nécessaire de réagir pour dénoncer cette bonne conscience, pour mettre des coups de pied dans la fourmilière en affirmant que la France n'a pas produit les bienfaits ainsi décrits.

Comment battre en brèche ces contre-vérités qui glorifient le passé colonial? Quelle responsabilité porte l'Éducation nationale dans l'enseignement de la colonisation, des décolonisations et des indépendances?

Lorsqu'on m'invite pour en parler dans des lycées de banlieue ou dans les milieux associatifs, il me semble nécessaire de ne pas accréditer l'idée que tous les Français ont été des colonialistes et des racistes. Même si ces noms – Gide, Viollis, Aragon et son magnifique poème « Mars à Vincennes » de 1931 dénonçant l'exposition coloniale – ne disent pas grand-chose aux jeunes, il est important de les rappeler.

64

Il faut revenir à la décence et reprendre l'histoire point par point. Par exemple, la première à utiliser le napalm sur la terre vietnamienne n'est pas l'armée américaine, mais l'armée française. C'est le général de Lattre de Tassigny qui en a donné l'ordre et qui l'a assumé, en l'écrivant à l'époque, dans toute la presse française : du napalm américain largué d'avions par des soldats français... L'armée française a également commis des crimes. La torture à l'électricité dans les commissariats d'Alger à l'entre-deux guerre fut dénoncée. Cela fut une pratique régulière, bien avant Massu et Bigeard. Et que dire alors des guerres coloniales – celles de la conquête et celles de la décolonisation –, des privations de liberté, des interdictions de toute expression politique des colonisés, des emprisonnements dans les bagnes de Poulo Condor et de Guyane?

Il faut montrer toutes les facettes pour ne pas tomber dans le piège de l'argument « mise en valeur » : la France aurait tout de même construit des routes, des hôpitaux, des écoles... Tout cela est évident. Mais pour quelles finalités ? Tout système économique a besoin de cela pour tirer le maximum de bénéfice de l'entreprise menée. La mise en valeur des colonies était faite pour la métropole.

Je ne remets pas en cause les individus : les religieuses qui soignaient les « bons Nègres », le brave docteur Schweitzer, les médecins de brousse ou du bled étaient des gens remarquables. Mais ils étaient au service d'un système qui exigeait de remettre sur

ped une partie de la main d'œuvre, alors qu'à côté, la mortalité était effrayante sur les chantiers des chemins de fer, par exemple.

La scolarisation, à la fin de la colonisation, tournait entre 3 et 15% de la population scolarisable, dans le meilleur des cas, et plutôt vers la fin de la guerre d'Algérie, lorsque de Gaulle lança le plan de Constantine. C'est la même chose : il fallait au système un minimum de cadres subalternes pour mieux organiser la production, et donc le rentabiliser.

La loi de 2005 portait initialement dans son article 4 l'obligation pour les manuels scolaires de valoriser la présence de la France outre-mer. Dans le texte finalement adopté, cette disposition ne figure pas. Mais la loi est toujours en application. On y trouve par exemple le remboursement d'activistes de l'OAS qui ont coûté quelques millions d'euros au budget français.

Nos combats ne sont pas vains. Il faut affirmer que, par exemple concernant la guerre d'Algérie, les manuels ont largement rétabli l'équilibre. Elle est depuis longtemps étudiée au lycée. Mais des efforts restent à faire naturellement sur l'ensemble de l'histoire coloniale et postcoloniale.

Quelles sont les relations des pays anciennement colonisés avec la France au regard de la résurgence du discours de réhabilitation ?

L'Algérie est un cas assez particulier car la décolonisation s'est faite dans la guerre contrairement au Maroc et à la Tunisie. Le Vietnam ne réclame rien. Dans le cas de l'Algérie, je crois qu'il y a des aspects de politique intérieure pour les autorités algériennes et une volonté manipulatrice de l'histoire.

Invité en 2005 à Sétif, pour le sixième anniversaire du massacre de Sétif, j'étais avec Olivier Le Cour Grandmaison, Nicole Dreyfus qui est décédée depuis et Henri Pouillot. Le 8 mai au matin, le correspondant d'*El Watan* à Sétif, nous a amené la une de son journal avec en gros titre « Le génocide ». Nous avons affirmé aux journalistes et officiels algériens qu'il ne s'agissait pas d'un génocide. Mais il y a comme une escalade sémantique et une volonté de nous y faire adhérer. Or, nous n'avons pas plus à être au service de l'histoire officielle algérienne ou vietnamienne qu'au service de celle de la France. Le massacre de Sétif a été un massacre de masse, ce qui est déjà une tache indélébile. De la même façon, certains chiffres avancés en Algérie—plus par les politiques et les idéologues que par les historiens—appartiennent au domaine de la « concurrence victimaire ». Je ne veux pas me situer sur ce terrain. Le nombre de morts et de victimes diverses est de toute façon suffisamment dramatique sans qu'il soit besoin d'en rajouter.

Même des historiens comme Gilbert Meynier qui fut acteur de la guerre d'Algérie, très engagé, auteur d'une remarquable *Histoire du FLN*, sont extrêmement critiques et démontrent les crimes commis par le FLN, les luttes intestines, les éliminations physiques de certains dirigeants, les luttes avec le MNA.

Cela peut expliquer d'ailleurs une assez étrange apathie des autorités politiques algériennes, à l'approche des cérémonies du 50^e anniversaire des Accords d'Évian.

Le ministre de la Défense, Gérard Longuet, a proposé de transférer les cendres du général Marcel Bigeard aux Invalides. Cela ne s'inscrit-il pas dans cette tendance à la réhabilitation de la France coloniale ?

C'est une provocation absolue. Bigeard est un homme qui a attaché son nom aux pratiques les plus détestables de l'armée française en Indochine, puis en Algérie. Il y a la légende Bigeard, le baroudeur, l'homme de terrain, ce qui est vrai. Il était adoré de ses hommes parce qu'il allait au combat avec eux et n'était pas un officier d'état-major. Par exemple, quand il était en opération en Algérie, il se levait en même temps que ses hommes pour le footing et la gymnastique du matin, torse nu. Toute la légende du beau para est née en 1951 lorsque son bataillon fut encerclé à Tu Le, ville du nord du Vietnam, qu'ils appelaient le Tonkin à l'époque. Le nombre de guérilleros vietminh était beaucoup plus important que prévu. Il réussit à passer à travers la jungle et à rejoindre un poste à peut-être 200 kilomètres de là. Il passa pratiquement une semaine avec son bataillon à crapahuter. À une époque où la France allait de défaite en défaite en Indochine, il devint un héros. Il fut ensuite volontaire pour être parachuté à Dien Bien Phu, où il fut fait prisonnier. Mais on sait aussi qu'il a pratiqué la torture en Indochine. Florence Beaugé, journaliste au *Monde*, a fait une grande série d'articles à l'époque du débat sur la torture. Elle a par exemple interrogé le général Massu qui à la fin de sa vie – certains disent que c'est parce qu'il était catholique pratiquant –, a eu envie de se confesser. Il a avoué avoir pratiqué la torture, mais qu'il était possible de faire autrement, en ajoutant quelque chose qui, à l'époque, n'a pas été relevé par la presse. Il a dit : « quand je suis arrivé en Algérie en 1955, j'ai vu Bigeard en train de torturer ». Répondant à Massu qui le questionnait sur ce qu'il était en train de faire, Bigeard répondit qu'ils pratiquaient déjà la torture en Indochine et qu'ils n'allaient pas s'arrêter maintenant.

En Algérie, contrairement à d'autres officiers (on pense au général de Bollardière), Bigeard a entièrement plongé dans les pratiques répressives les plus condamnables. Il s'en est toujours défendu, mais d'une façon très maladroite.

Ce n'est pas être antimilitariste que de le dire, d'ailleurs dans l'appel que j'ai lancé, avec Rosa Moussaoui, journaliste à l'*Humanité*, contre cette proposition de transfert aux Invalides, j'ai explicitement souligné dans le premier paragraphe que dans ce monument figurent des personnalités qui ont réellement défendu le territoire français (aux côtés, d'ailleurs, de sabreurs et de bourreaux).

Notre appel n'est pas antimilitariste. Nous savons que de nombreux officiers ont interdit la torture, les viols et les exécutions sommaires. Mais il reste que cela a pris, durant la guerre d'Algérie, des proportions de masse. Quand les officiers donnaient l'exemple ou laissaient faire, encore davantage lorsqu'il s'agissait d'officiers supérieurs, cela encourageait les pratiques de ratissage, de viols qui furent massifs en Algérie, les corvées de bois, c'est-à-dire les exécutions sommaires. Bigeard a toujours trempé dans ces choses-là, directement ou indirectement. Si on veut donner un mauvais exemple, c'est bien celui-là. Et c'est celui que Gérard Longuet, ancien d'*Occident*, naguère rédacteur du premier programme du Front national, choisit pour un transfert solennel aux Invalides ! Il est aujourd'hui question, de la part du pouvoir, de reporter cette initiative... à la rentrée de septembre. Comme nous sommes un grand nombre à espérer évincer d'ici là Sarkozy de l'Élysée – et à tout faire pour ça – il est possible, et j'espère même probable, que l'opération Bigeard capote. Ce qui prouve, par parenthèse, que les mobilisations citoyennes ont de l'impact : nous en sommes aujourd'hui à près de 10 000 signatures de notre appel (nonabigeardauxinvalides.net), dont des dirigeants politiques (PCF, PG, Verts, mais pas de dirigeant socialiste), des personnalités (M^{me} de Bollardière, M^{me} Josette Audin, Raymond Aubrac) et la quasi-totalité des historiens qui travaillent sur la question algérienne.

Ceux qui soutiennent la proposition Sarkozy-Longuet ont lancé une contre-pétition, signée par plusieurs officiers supérieurs et 43 députés UMP : le combat n'est donc pas achevé.

Grâce à Rosa Moussaoui et la LDH Toulon qui l'a mis en ligne sur Internet, notre appel a réussi à créer le débat. La presse algérienne y a fait écho très largement. Donc, cela ne pourra pas se faire en catimini comme ils l'avaient peut-être prévu. La décision finale pour l'instant n'est pas prise.

Plusieurs ministres d'État multiplient les phrases choquantes aux relents racistes et néocoloniaux. C'est ce qu'ils nomment la droite « décomplexée ». La proximité avec les idées d'extrême droite est-elle de plus en plus forte ?

Certaines sorties de ministres trahissent en effet un racisme latent. Ce n'est pas le racisme le plus agressif de l'époque coloniale,

mais c'en est une des manifestations. D'ailleurs, il va de pair avec la suffisance et le mépris de l'autre. Les sorties de Brice Hortefeux, Nadine Morano, Claude Guéant le démontrent.

Dans mon livre, j'épingle aussi André Gérin, qui fut le président et l'animateur infatigable de la commission sur la soi-disant burka (en fait, le voile intégral). Mais je précise dans mon introduction que les personnes dont je fais le portrait, bien qu'exprimant une certaine nostalgie de l'époque coloniale ou de la grandeur passée de la France, ne sont pas pour autant des racistes. C'est le cas d'André Gérin. Il s'est associé à un esprit de dénonciation dure et agressive d'une des manifestations de l'islam, partageant ce combat avec le très réactionnaire Éric Raoult. Mais il a cautionné de ce fait des dérapages assez inquiétants me semble-t-il. Lorsque l'on met à l'index de façon quasi systématique une partie de la société française qui se réclame de la religion musulmane, on ouvre la voie aux dérives dangereuses. Avant-hier les prières dans la rue, hier le voile intégral, aujourd'hui la viande halal, demain quoi ?